**L'impact du Covid-19 sur l'industrie sidérurgique européenne**

Pour repenser et sauver l'industrie sidérurgique, l'Union européenne devrait imposer une taxe sur l'acier importé qui ne respecte pas ses normes environnementales (CO2) et taxer également l'exportation de ferrailles collectées dans l'UE vendues à des producteurs d’acier non UE, préconise le PDG de Laplace Conseil, Marcel Genet. Pour sauver la sidérurgie, l'expert de l'acier Marcel Genet, PDG de Laplace Conseil, plaide pour un protectionnisme vert à l'échelle de l'Europe.

Conséquence de la pandémie mondiale de Covid-19, la demande d'acier a considérablement diminué au cours des trois derniers mois. Le phénomène est mondial, mais est le plus grave dans l'Union européenne (UE) et l’Amérique du Nord. Les producteurs ont dû réduire progressivement leur production pour suivre la baisse de la demande.

Les mini-usines qui refondent des ferrailles ont été les plus réactives pour réduire la production et fermer temporairement leurs fours à arc électrique (EAF). Dans certains pays, ils relancent déjà leurs activités. En revanche, pour les producteurs intégrés utilisant des hauts fourneaux, la fermeture des usines et le maintien en bon état des équipements est un processus long qui nécessite plusieurs semaines, notamment pour préserver les batteries de coke. Parmi les grands producteurs, [ArcelorMittal](https://www.usinenouvelle.com/arcelormittal/" \o "Actualités et news économiques du groupe sidérurgique mondial - L'Usine Nouvelle" \t ") a été le plus rapide à réagir, comme il l'avait fait en 2009, car le groupe exploite plusieurs usines et peut donc concentrer sa production là où les coûts sont les plus bas et la demande plus durable. ArcelorMittal avait également été le plus rapide à redémarrer ses installations en 2009 et avait maintenu un EBITDA positif cette année-là.

Mais la crise de Covid-19 est différente de la crise précédente dans les économies développées :

* son impact sera probablement plus important et durera plus longtemps ;
* certains pays s'en tireront mieux. La production chinoise au premier trimestre est supérieure de 1 % à celle de 2019 et a baissé de seulement 2 % en mars. En revanche, l'UE est en baisse de 10 % au premier trimestre et de 20 % en mars ;
* l'Europe voudra probablement relancer la production en accordant une plus grande attention à l'environnement. L'UE tentera de rapatrier certaines activités stratégiques, ce qui sera favorable à la demande d'acier. Il faut de l'acier pour construire les usines qui produiront les fournitures médicales nécessaires et d'autres équipements critiques. Mais l'UE redémarrera également plus lentement, car de nombreux transformateurs métalliques de petite et moyenne taille rencontreront des difficultés.

Nous pensons que cette période difficile est aussi l'occasion de revoir l'équilibre entre la production et la demande d’acier. L'Europe compte encore trop d'usines intégrées anciennes et vieillissantes et pas assez d'usines modernes recyclant la ferraille dans les fours à arc électrique, notamment pour les produits plats. Selon notre décompte, sur 20 usines européennes qui produisent des coils laminés à chaud, seulement cinq sont vraiment de " classe mondiale " et il n'existe qu'un seul producteur qui utilise la technologie moderne des EAF avec une coulée continue à brames minces et un train finisseur compact. En revanche, aux États-Unis, il existe déjà 10 mini-usines de classe mondiale qui produisent près de la moitié des coils laminés à chaud américains. De fait, si l’on inclut les produits longs, 70 % de la production sidérurgique américaine est déjà obtenue à partir de fours à arc modernes, contre seulement 40 % dans l'UE28.

Des ferrailles disponibles sur place

Une production accrue d'acier par recyclage de ferrailles est possible en Europe. En effet, l'Union est le plus grand exportateur mondial de ferraille (> 20 Mt en 2019 aux producteurs non-UE) et en même temps le plus grand importateur d'acier fini (44 MT d'acier fini provenant de producteurs non-UE, parfois les mêmes que ceux qui bénéficient de nos exportations de ferrailles).

Chaque tonne de ferraille fondue dans un four à arc permet d'économiser 1,2 tonne de CO2 par rapport au procédé traditionnel par réduction de minerai de fer avec de charbon dans les hauts fourneaux (le gain est encore plus important lorsque l'électricité est renouvelable ou nucléaire).

Il faut savoir que la collecte, le traitement et le recyclage des ferrailles dans les mini-usines nécessitent plus d'emplois locaux par tonne d'acier produite que l'importation de minerai de fer et de charbon transformés dans les hauts fourneaux et les aciéries à l’oxygène, ce qui est favorable tant à l’emploi qu’à la balance commerciale du pays.

Depuis peu, les grands sidérurgistes ont annoncé des projets allant dans la bonne direction : ArcelorMittal a accepté de construire un four à arc à Tarente et une entreprise tierce construira une usine de réduction directe (DRI) pour l'alimenter. Liberty Steel prévoit également de fermer un haut fourneau à Ostrava et de le remplacer par un four électrique. SSAB, LKAB et Vattenfall ont annoncé des plans ambitieux pour fermer tous les hauts-fourneaux de Suède et de Finlande, les remplacer par des EAFs et construire des unités de DRI alimentées par de l'hydrogène « vert ». En France, Ascoval a reçu un important contrat de l'usine ferroviaire voisine de Hayange pour la fourniture de blooms produits dans son four électrique, notamment à partir d'anciens rails de la [SNCF](https://www.usinenouvelle.com/sncf/). D'autres investissements seront nécessaires, notamment en Europe centrale et, à terme, dans la CEI. La discontinuité majeure causée par la pandémie va sans aucun doute accélérer la tendance.

Taxer l'acier à forte empreinte carbone pour financer la transition

Mais la transition des anciennes usines intégrées vers des usines EAF de pointe sera coûteuse et nécessitera une protection adéquate des producteurs européens contre les importations des pays tiers. Pour permettre la transition, la meilleure approche pour l'UE pourrait être de taxer les importations d’acier lorsqu’elles ne respectent pas ses normes environnementales et dans le même temps de taxer les exportations extra-européennes de ferrailles collectées dans l'UE.

Bien que l'utilisation de l'arme douanière porte atteinte à la philosophie de libre-échange qui prévalait dans " le monde d’avant ", nous pensons que l'alternative conduirait au déclin accéléré de la production et de la transformation européenne dans toute la chaîne de valeur de l'acier. Ceci induirait des coûts sociaux et financiers importants, une perte d’indépendance stratégique européenne et dans le même temps, une augmentation des émissions nettes de CO2 dans le monde.

***Marcel Genet, président-directeur général de Laplace Conseil***

*Les avis d'experts sont publiés sous l'entière responsabilité de leurs auteurs et n'engagent en rien la responsabilité de la rédaction de L'Usine Nouvelle.*